

## Textes café 77 *internet et le vivre ensemble*

### Mardi 24 18h la table ronde, 7place saint André

**Internet fabuleux instrument de communication change les comportements. La pensée du flux , du mélange, du réseau remet en question les anciens repères du corps, de la vulnérabilité, des institutions**

Mais qu'est-il arrivé ? Comment est-on passé d'une époque où l'avènement de l'Internet laissait espérer un âge d'or de la vie civique, l'égalité de l'accès à l'information, la transparence, le journalisme citoyen, la démocratie participative, à une ère du mensonge<sup>1</sup> et de la manipulation, où l'accès à l'information est davantage déterminé par des algorithmes que par des choix personnels ? Où la technologie, outil des lumières, se transforme en instrument machiavélique<sup>2</sup>

Si internet était auparavant considéré comme étant la nouvelle technologie qui apportera le développement, il est désormais considéré comme un danger potentiel pour la jeunesse. On peut trouver sur la Toile divers sites qui manipulent les enfants, publient des images choquantes et qui vont même jusqu'à diffuser des messages incitant les jeunes générations au suicide. L'addiction à internet peut pousser les enfants à commettre l'irréparable, car au moment où ils allument leur ordinateur, ils ne vivent plus dans la réalité.<sup>3</sup>

#### *I\*La démultiplication de soi dans le virtuel*

a) Si le corps peut constituer l'instrument d'un dépassement de soi permettant de retrouver un sens à la vie, il est aussi le lieu de la limite de soi : on est un homme ou une femme, jeune ou vieux, beau ou laid. Le corps, jusqu'il y a peu, nous enfermait dans une apparence déterminée, il constituait une souche identitaire essentielle. Or, c'est cette idée du corps comme l'une des souches de l'identité qui est en train de voler en éclats, et ce, grâce à l'immersion dans la réalité virtuelle par le biais d'Internet. La communication en réseau, sans corps et sans visage,

<sup>1</sup> Peut-on avoir une démocratie sans rapport de confiance entre les citoyens et les élites politiques?

<sup>2</sup> société britannique d'analyse de données Cambridge Analytica a été accusée d'utiliser des informations recueillies illégalement auprès de plus de 50 millions d'utilisateurs américains de Facebook pour soutenir l'élection présidentielle de Donald Trump.

Les données recueillies sont utilisées pour cibler des publicités politiques spécifiques à des personnes en fonction de leur profil psychométrique. Cette idée a été adaptée par Cambridge Analytica et Aleksandr Kogan d'après un autre psychologue de l'Université de Cambridge, David Stillwell. Avec les chercheurs Matz, Kosinski et Nave, il a montré que la publicité spécifiquement adaptée au niveau d'extraversion ou d'ouverture d'une personne était beaucoup plus efficace pour amener les gens à cliquer sur l'annonce et finalement acheter quelque chose.

Le profil de personnalité psychométrique a été construit en demandant aux utilisateurs de remplir un questionnaire d'évaluation et aussi de permettre à une application de regarder les messages Facebook de l'utilisateur et ses goûts. Le profil est basé sur cinq traits : névrose (calme ou stressé), ouverture (traditionnelle ou libérale), extraversion (introvertie ou extravertie), agréabilité (coopérative ou compétitive) et conscience professionnelle (organisée ou flexible). L'utilisation de l'information sur ce que quelqu'un aime sur Facebook a été montré pour améliorer considérablement l'exactitude de la détermination du profil.

*On va convaincre individuellement chaque personne avec un message particulièrement adapté à sa psychologie Sans Analyca peut-être pas de Brexit cf*

<sup>3</sup> Une mannequin roumaine âgée de 18 ans a vendu sa virginité aux enchères sur le site de l'agence allemande Cinderella Escorts, révèle *Libération*. La mise a été remportée par un « homme d'affaires de Hongkong » pour la modique somme de 2,3 millions d'euros. Depuis l'annonce postée par la jeune Roumaine, d'autres jeunes filles ont décidé de franchir le cap. Le nombre de « vierges » a doublé, il serait passé « à huit », fait savoir Cinderella Escorts qui déclare avoir reçu pas moins de 400 candidatures. Un business florissant que l'agence revendique fièrement. Elle dit prendre « 20 % de commission pour gérer les enchères et accompagner les jeunes femmes au rendez-vous », en précisant toutefois qu'elle fait passer un test psychologique aux candidates

que ce soit dans des forums de discussion ou au travers de sites de rencontre sur Internet, permet de dépasser les frontières du corps ; elle favorise les identités multiples et permet la fragmentation du sujet engagé dans une série de rencontres virtuelles pour lesquelles il endosse à chaque fois un nom différent, voire un âge, un sexe ou une profession choisis selon les circonstances. Le corps devient ainsi une donnée facultative dont on peut dépasser les limites par une multiplication de soi sur Internet. L'individu n'est plus attaché à un corps physique, il se livre à des explorations successives, sous des identités différentes, dans le monde immatériel du cyberspace<sup>4</sup>. Il peut aussi, à peu de frais, se construire un moi beaucoup plus conforme à ses désirs par le biais d'un « sur-soi » valorisant ou gratifiant. Il peut également, en navigant dans l'univers virtuel de *Second life*, vivre maintenant une seconde vie, à travers la création d'un avatar de lui-même, conforme à ses désirs et ses fantasmes les plus secrets, et grâce auquel il transcende toutes les limites de l'apparence physique et des multiples déterminismes qui le contraignent dans la vie réelle. *Les nouvelles quêtes d'éternité* Nicole Aubert

b) L'internaute peut expérimenter autant de nouveaux *soi* qu'il veut sans grand risque de sanction de la part de son entourage. Mieux : toutes les études que j'ai pu lire sur le sujet, comme mes propres observations, montrent que les *sur-soi* de l'internaute sont, la plupart du temps, et contrairement à ceux qui sont constitutifs de son *moi*, des rôles physiquement ou socialement intenable par lui dans la vie réelle. On peut donc faire l'hypothèse que c'est parce que ces rôles ne peuvent pas être réellement joués dans la société qu'ils le sont virtuellement sur Internet. Car, si l'on cherche à savoir quels sont, concrètement, les *sur-soi*, on s'aperçoit qu'il s'agit la plupart du temps de *soi* focalisant la réalisation de fantasmes, de pulsions et des désirs contrariés. Il faut donc interpréter l'emprunt de ces *soi* virtuels à la fois comme une *re-création* (l'internaute devient démiurge d'une part de lui-même qui n'existe que dans son imaginaire) et comme une *récréation* (au sens scolaire du terme : comme l'écolier pendant une pause, l'internaute échappe quelques instants aux règles de la classe - ici la société - et joue à être ce qu'il veut).

#### *L'enfermement virtuel*

La première issue, sans doute tragique, conduit à la dissolution de l'individu dans sa réalité virtuelle. Goûtant sans retenue les délices de la reconnaissance de ses fantasmes et attentes par le réseau, l'individu court le risque de s'enfermer dans une pratique compulsive d'Internet. Le *moi* de l'individu implose alors sous le poids d'un *sur-soi* qu'il ne peut plus maîtriser. Le *moi* ne relève plus, comme l'expliquait Mead, de la construction interne et subjective de l'individu à partir de la perception de modèles sociaux. Il n'est plus « l'ensemble organisé d'attitudes des autres que l'on assume soi-même » (Mead, 1963, p.149), mais, au contraire, désertion de ce travail de mise en ordre. Il renvoie, *in fine*, au refus, parce que c'est trop difficile, de l'individu de s'assumer tel qu'il est. L'individu ne part plus des *soi* qui le constituent socialement pour arriver au *moi* individuel, mais d'une « déception » vis-à-vis de son propre *moi* pour s'évader dans un *sur-soi* gratifiant.(...)

<sup>4</sup> La recherche de tangibilité, par le biais d'artifices et d'effets de réel, est apparue dans ce contexte comme un moyen de masquer ou de maquiller cette réalité, celle de la perte de contrôle progressive par les êtres humains de leur environnement immédiat au profit de dispositifs de contrôle de plus en plus complexes (...). L'analyse se déplace désormais du côté de l'évolution des structures mentales et des cadres de l'expérience. Le reflux de l'intentionnalité (finalité) dans les algorithmes, ainsi que l'habitude de déléguer une part de plus en plus considérable de tâches aux machines, nourrissent un processus d'acculturation et de désapprentissage des catégories associées à la maîtrise objective du monde. Les catégories à partir desquelles nous nous définissons en nous posant face au monde perdent ainsi de leur solidité. GÉRARD DUBEY Toucher le virtuel : une nouvelle anthropologie

### *Enfermement réticulaire*

Un autre type «d'oubli de soi» est possible sur Internet. Il serait non plus produit par l'étouffement du *moi* sous le poids de *soi virtuels* hypertrophiques, mais par la dilution du *moi* dans des *cyber-nous* communautaires. Dans ce cas, c'est la fusion de l'individu dans un ensemble communautaire qui est recherchée. La multiplication de «tribus », « guildes» et autres communautés médiatiques sur Internet en constitue le paysage. Je ne parle ici ni des réseaux de discussion entre personnes se connaissant déjà en dehors d'Internet, ni des cyber-groupes où chacun intervient en fonction d'une appartenance<sup>5</sup> avérée à une communauté déjà constituée, mais des lieux virtuels de cyber-rencontres entre inconnus autour de thèmes agglutinants. Beaucoup de ces lieux virtuels sont certes de véritables agoras médiatiques où les valeurs universelles circulent et où la raison guide souvent les argumentations. Mais il suffit de visiter certains sites et de participer à certains forums pour se rendre compte que c'est loin d'être la généralité. Dans bien des cas, c'est moins un souci de débat et d'ouverture qui anime leurs participants qu'un désir de communion et d'échange entre égaux. Ce qui est alors recherché, ce n'est pas la contradiction mais la fusion, ce n'est pas la connaissance mais la reconnaissance, ce n'est pas la remise en question, mais la valorisation de soi. La surenchère identitaire y confine souvent au fondamentalisme. C'est en quelque sorte des *idéaux de soi*, des archétypes identitaires, qui s'y croisent, mus par un désir d'identification et de reconnaissance. Paru dans *L'individu hypermoderne* (éd. Nicole Auber), Toulouse, Érès, 2004, pp. 155-168. *Hypermodernité et manipulation de soi* Francis J Auréguiberry'

## **II) Internet en abolissant la médiation est-il une chance pour la démocratie ?**

En abaissant considérablement les barrières à l'expression et à la circulation de l'information, Internet se présente comme le *média de l'abolition de la médiation*, ce qui interroge directement toutes les instances intermédiaires chargées d'opérer une forme de transmission (l'éducation, la culture) ou de représentation (politique, syndicale, sociale). Cette évolution est parfaitement en phase avec le principe de légitimité des démocraties libérales, à savoir le droit des individus et leur autonomisation par rapport aux systèmes experts et aux institutions. Une des principales conséquences est que la délibération s'en trouve revigorée. Mais la démocratie ne se limite pas à ses aspects délibératifs, et elle n'est pas non plus une fin en soi. Elle doit aussi permettre d'agir en commun. Or Internet pose de nouvelles difficultés pour la collectivité à se représenter comme corps politique, capable d'orienter le destin collectif. Cette combinaison inédite de la démocratie et du marché rend caduques les tentatives de régulation, car la loi et les institutions politiques ne sont pas en phase avec ces évolutions. Si radical soit-il du point de vue de la délibération, le modèle démocratique qu'accompagne Internet laisse en suspens la question des responsabilités collectives et a nécessité d'action qu'implique tout engagement dans l'éducation, la culture, l'économie, la politique. Dépourvu de règles édictées au nom du bien commun et d'instances décisionnaires légitimes, le pluralisme démocratique peut se retrouver impuissant face aux forces du marché. La question de la liberté elle-même resurgit en des termes nouveaux. Les réseaux de communication, en dépit de leur façade libertaire, recèlent un risque pour les libertés personnelles. Jusqu'où peut-on anticiper les intentions sans y faire intrusion ? <sup>6</sup>.

<sup>5</sup>, Cette vision recoupe celle qui n'a cessé de traverser la critique des médias, que ce soit par les thèmes de l'«Aliénation», de la «standardisation», du «conformisme marchand» et de la «fausse conscience» (ADORNO, HORKHEIMER, BENJAMIN et MARCUSE), par celui de la «dysfonction narcotique» (LAZARFELD et MERTON) ou, plus récemment, par celui de la «domination culturelle» (BOURDIEU).

<sup>6</sup> Internet est donc incontestablement un outil qui a permis à la base des militants d'ATTAC de s'exprimer. Il permet de réduire la distance entre les dirigeants et la base. Il y a néanmoins un risque, c'est que les personnes

*Benjamin Loveluck. Internet, vers la démocratie radicale?*

### **III) La régulation privée empiète sur la régulation publique**

*Cette économie, fondée sur l'extraction des données personnelles, façonnera-t-elle nos comportements en retour ? C'est déjà le cas !* À mesure que le marché s'empare de la vie quotidienne, chacun est invité à se penser comme une start-up. Reid Hoffman, l'un des fondateurs du réseau professionnel LinkedIn, a publié un best-seller intitulé : *The Start-Up of You [avec Ben Casnocha, Crown Business, 2012, non traduit]*. Un titre qui exprime bien cette tendance. Qui que vous soyez, vous avez des comportements et des ressources que vous pourriez monétiser. Vous possédez un appartement ? Louez-le sur Airbnb. Une voiture ? Devenez un conducteur Uber. Vous avez reçu des cadeaux de Noël ? Revendez-les... Petit à petit, chacun finit par se considérer comme une entreprise, qui doit gérer sa réputation et faire sa publicité sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, ce n'est pas un hasard si la notion de « résilience » est aujourd'hui très à la mode. Une start-up doit en effet développer deux aptitudes : premièrement, elle part avec un faible capital, elle doit donc utiliser au mieux ses ressources ; deuxièmement, elle doit être « résiliente » face à tous les changements et bouleversements du monde. Individuellement, vous pouvez être frappé par un licenciement, une rupture, voire un tremblement de terre, un ouragan, une attaque terroriste. Mais comme vous êtes une start-up, vous allez utiliser la technologie pour optimiser votre réaction à ces accidents et vous projeter vers de nouvelles opportunités.

*Vous seriez donc en faveur d'une régulation du secteur numérique ?*

Ce point mérite une analyse précise. Sans nous en rendre compte, nous sommes en train de passer d'un système de régulation publique à un système de régulation privée<sup>7</sup>. En démocratie, traditionnellement, les lois s'appliquent à tous et protègent tout le monde. L'universalité est donc le propre de la régulation publique. Cette régulation permet de défendre des valeurs comme la solidarité, le respect des normes sanitaires ou environnementales. L'objection néolibérale à la régulation publique est que ce système est coûteux, pesant et qu'il freine le marché. D'un autre côté, nous savons aussi, à moins d'être aveugles, que la dérégulation intégrale n'est pas la panacée. Que faire ? Les entreprises technologiques, qui ont à leur disposition un très grand nombre de données, ont proposé une nouvelle piste, la régulation privée. Non seulement cette régulation privée s'affranchit des lois, mais aussi, à la limite, du contrat, car elle repose essentiellement sur la réputation. Regardez Airbnb et comparez les pratiques de cette entreprise au contrat de location classique. Airbnb n'a pas besoin de faire signer entre propriétaires et locataires un bail avec des obligations mutuelles très détaillées, parce que celui qui agit mal est sanctionné et sort du marché. Les contrevenants aux règles de base sont punis par le marché lui-même. *Pourquoi cette régulation privée ne serait-elle pas une bonne chose ?*

Parce que le critère de l'universalité n'est pas respecté et qu'il n'y a ni consensus ni transparence quant aux règles utilisées. Récemment, une action en justice a été menée aux États-Unis contre Uber. Motif : la loi américaine, protectrice des handicapés, oblige les taxis à prévoir dans leur coffre la place nécessaire pour un fauteuil roulant plié. Les voitures Uber ne respectent pas cette obligation. Or Uber a gagné ce procès, en plaidant qu'elle n'était pas une

---

les plus actives sur le réseau se proclament représentants de la base, alors qu'ils n'ont pas été élus et qu'une partie de leur légitimité vient de leur capacité à être actifs voire omniprésents dans ce nouvel espace. Dans une organisation qui a eu à gérer de nombreux conflits internes, on voit bien que les rapports entre Internet et la démocratie sont très ambivalents. Internet et le débat démocratique Patrice FLICHY

Il touche là au coeur du problème : les géants de l'Internet peuvent-ils indéfiniment, en refusant de se considérer comme des médias, échapper aux responsabilités que leur confère leur rôle crucial dans le nouvel environnement de l'information ? Comment s'y soustraire alors que 44 % des Américains et 40 % des Français tirent leurs informations de Facebook, selon une étude du Pew Research Center <sup>7</sup>

entreprise de transport mais de technologie, une simple plateforme. Voilà qui donne le vertige : il suffit d'être labellisé « plateforme » pour échapper à la législation protectrice des plus fragiles. Jusqu'où allons-nous poursuivre ce raisonnement ? Si je crée une plateforme pour que des familles, en Inde, puissent louer leurs enfants à des usines, je ne fais rien de répréhensible, puisque je ne fais pas travailler, moi, des enfants ? Les pouvoirs publics se sont laissé séduire un peu vite par ce que j'appelle le mirage numérique. La force des entreprises de la Silicon Valley vient de ce qu'elles se présentent comme une sorte de service public alternatif. Elles prétendent prendre le relais de la puissance publique essoufflée et surendettée. L'État traditionnel a développé, en dépensant des sommes colossales, l'office des postes, et voilà que Gmail vous offre une messagerie gratuite. L'État traditionnel entretient des bibliothèques, et voilà que tous les classiques sont en ligne. L'État traditionnel investit des milliards dans l'éducation, et voilà que des cours excellents sont sur YouTube.

*Quel est l'inconvénient, selon vous ?*

Le problème, encore une fois, est que ce système ne protège pas tout le monde, mais que, au contraire, il fragilise tout le monde. Vous êtes repéré par le marché comme un mauvais conducteur, un obèse qui s'alimente mal, un alcoolique ? Vous pouvez être condamné à l'invisibilité sociale en un clic. Les compagnies d'assurance et les établissements de crédit seront, dans les années à venir, le fer de lance de cette évolution. Traditionnellement, l'assurance a certains points communs avec l'État providence, puisqu'elle répond à une logique de mutualisation du risque. Mais si nous savons, grâce à votre frigo intelligent, que vous consommez trop de sucres et de matières grasses, pourquoi, moi qui mange bio, accepterais-je de payer pour vos problèmes cardiovasculaires ? Supposons qu'il soit établi, par l'analyse de votre patrimoine génétique, que vous avez une forte probabilité de déclencher une sclérose en plaque : pourquoi alors vous accorder un prêt immobilier sur trente ans ? Google possède des données sur chacun, donc, à terme, toutes les formes de solidarité vont décliner, et le montant des assurances ou les taux de crédit pour les appartements seront finement personnalisés. Seuls les gens efficaces, éduqués, productifs, sains et vertueux auront le droit à une protection intégrale à moindre coût. Quant aux autres, gare... D'ailleurs, votre smartphone vient de m'apprendre que vous n'avez pas fait votre jogging cette semaine<sup>8</sup>

Evgeny Morozov. Philosophie magazine L'Intellectuel du Net dégainé. 18/02/2016

#### **IV) La médiation technologique qui vise à rapprocher le citoyen des services l'instrumentalise en consommateur**

---

<sup>8</sup> À l'avenir, tout communiquera *via* l'«informatique omniprésente» (*everyware*) et l'«Internet enfoui», où les appareils de communication mobiles, les *sensors* et les puces RFID (*radio frequency identification*) placées sur les objets quotidiens auront prise sur l'environnement, où la biométrie et le GPS seront le lot de chacun, où la vidéo-surveillance sera en mesure de quadriller l'espace public et de l'analyser automatiquement. Le monde physique est activement mesuré, photographié, cartographié par les plus grandes entreprises technologiques – Google en tête – pour ensuite le modéliser et le reproduire sous forme numérique. Ce canevas qu'on appelle déjà le «géoweb» permettra la transition des «mondes virtuels» vers la «réalité augmentée», où la géographie elle-même servira à organiser l'information – et permettra à ces entreprises de proposer des services qui ne seront plus seulement liés à l'utilisation (fixe) d'un ordinateur, mais investiront le champ de la vie quotidienne (mobile). L'individu évoluera dans un environnement «réel» sur lequel seront surimposées des couches d'informations, et où toutes ses actions pourront être suivies. L'interaction avec Internet, devenu un méta-réseau, ne sera plus le résultat d'une intention volontaire («je me connecte»), mais se fera bien souvent à l'insu du sujet. Il ne sera plus possible d'avoir une existence sociale hors de ces réseaux – et hors de la traçabilité qui leur sera inhérente. Celle-ci sera largement exploitée. Mais pour que ces formidables outils ne deviennent pas les instruments d'une nouvelle forme d'asservissement de l'individu, il est urgent de nous interroger sur leurs finalités – et sur la légitimité et les moyens de l'action politique dans un tel cadre.

Selon ce point de vue, l'espace public est compris comme un lieu de médiation entre la sphère publique et la sphère privée. C'est par son intermédiaire que s'effectue la délibération entre les individus, considérés comme sujets politiques, de laquelle est censé émerger le consensus démocratique puisque les sujets participent d'un même principe universel, celui de la raison critique. L'interprétation de Habermas, inspirée de Kant pour lequel le citoyen, comme sujet, « est invité à une démarche formelle d'universalisation des propositions et des opinions particulières », est associée à un modèle de démocratie délibérative qui a été mis en doute parce que jugé trop idéaliste. Selon les critiques, l'interaction entre les sujets n'est pas toujours guidée par la raison et les oppositions seraient en fait marquées par les intérêts matériels divergents. Dans cette optique, il faudrait plutôt retenir la proposition arendtienne selon laquelle « la pluralité irréductible des points de vue [...] ne peut se résorber dans une résolution commune, une universalisation commune ». Si la critique de l'universalisme transcendantal semble remettre en cause l'aspect délibératif associé à l'exercice de la démocratie moderne, elle consacre cependant l'idée d'une expression des intérêts et des points de vue du citoyen, quels qu'ils soient. Autrement dit, que l'on adopte un point de vue consensuel ou conflictuel, la démocratie moderne apparaît inextricablement liée à l'expression des intérêts et des idées par et entre les individus-citoyens, sur la scène publique et face à l'État. Ces deux interprétations recourent deux bases théoriques qui servent à définir la démocratie : le pluralisme et la participation directe. Le point de vue pluraliste se rapproche de l'idée d'une démocratie comme expression des intérêts et de la démocratie représentative, tandis que la notion de participation directe ferait écho à la délibération

Dans le contexte de la mise en ligne du gouvernement, nous pourrions dire que si la prestation des services et le déploiement d'une démocratie en ligne interviennent pour répondre à un double besoin du citoyen (obtention de services et expression de la participation dans la sphère démocratique), il n'en demeure pas moins que le dispositif par lequel s'implante ce mécanisme, sous un mode individualisant, contribue à l'accentuation de la «gouvernementalisation» des rapports de pouvoir et de l'expression de la démocratie qui favorise davantage la subjectivation-assujettissement de la relation citoyenne à l'État. (..)Les applications administratives de l'Internet s'organisent pour la plupart autour d'une vision managériale de l'administration. Celle-ci est assimilée à une machine à produire des services qui fonctionne selon une logique d'entreprise. Et comme le client de l'entreprise, le citoyen se voit reconnaître des droits de consommateur.

Ensuite, selon le principe de « gouvernementalisation » des rapports de pouvoir évoqué par Foucault, nous pouvons dire que l'instrumentalisation de la relation citoyenne à l'État se traduit par une tentative de prise en charge de l'expression démocratique par l'État. Dans ce processus, la participation citoyenne souhaitée est en fait suscitée par l'État, dont l'action pourrait être comparée à une tentative d'implantation d'un *pacemaker démocratique*, puisqu'il s'agit là d'une participation stimulée pour maintenir la vie démocratique, du moins selon le discours gouvernemental qui justifie cette pratique. Mais ce discours ne confond-il pas légitimation de l'action gouvernementale et expression démocratique ? Que devient l'espace public comme lieu de médiation de l'expression démocratique dans un tel contexte ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'implantation de la démocratie en ligne, au lieu de promouvoir l'expression de la relation citoyenne au cœur de la démocratie moderne, n'est-elle pas susceptible de contribuer à la subsomption de l'espace public en instaurant une médiation technologique directe entre l'État et le citoyen qui prend la forme d'une individualisation et d'une instrumentalisation ? (...) *Gouvernement en ligne et démocratie : Vers une mutation de la relation citoyenne à l'État ?* Sylvie Goupil

**V) Echappant à la logique gouvernementale , internet favorise l'émergence des possibilités d'auto organisation *Les sites sociaux ont permis à l'émotion et l'empathie de devenir planétaire*".Rahaf Harfoush**

a) Si, dans le contexte du gouvernement en ligne, la médiation technologique peut favoriser l'individualisation et l'instrumentalisation de la citoyenneté, ces dimensions étant induites par la capacité de communication directe que permet l'Internet<sup>9</sup>, des modalités différentes peuvent tout aussi bien s'appliquer à d'autres interrelations en dehors du contrôle étatique. C'est dans cette optique qu'Éric George analyse l'exemple d'ATTAC (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) en ce qui concerne l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation citoyenne. Le cas d'ATTAC<sup>10</sup> serait particulièrement intéressant à cet égard, autant en ce qui concerne l'échange de documents, la contribution bénévole de traducteurs, les listes de discussions et de diffusion, la promotion de l'éducation populaire, que la constitution de coalitions par l'intermédiaire de l'Internet, autant d'éléments qui contribuent à donner à cette organisation un caractère international qui ne pourrait exister sans pareil support

On pourrait en trouver des échos autant dans les mouvements altermondialistes que dans des groupes d'entraide communautaires et des coalitions de citoyens autour d'objectifs spécifiques. Et même si leurs participants interpellent les gouvernements dans certaines circonstances, ces différents mouvements échapperaient à la logique gouvernementale car ils seraient basés sur des postulats différents de ceux habituellement associés à la modernité, du fait qu'ils ne participeraient pas essentiellement d'une même conscience universalisable, mais révéleraient plutôt plusieurs formes de conscience citoyenne. Réfléchissant sur les modèles<sup>11</sup> démocratiques, Chantal Mouffe abonde dans le même sens lorsqu'elle développe la notion de « pluralisme agonistique » qui « vise à aborder toutes les questions qui ne peuvent être posées par les autres modèles du fait de leurs prémisses rationalistes et individualistes » L'expression de ces tendances de la démocratie en émergence pointerait davantage vers une sorte de fragmentation de l'espace citoyen qui pourrait s'associer à l'aspect multidimensionnel des TIC pour converger, dans une mouvance parallèle, vers un univers démocratique s'élaborant à partir de schèmes conceptuels en pleine gestation *Gouvernement en ligne et démocratie : Vers une mutation de la relation citoyenne à l'État ?* Sylvie Goupil

b) Créant des ponts entre nos conversations et l'espace médiatique, il encourage les capacités d'auto organisation, de sensibilisation, de mobilisation "par le bas" de publics concernés. Cette ouverture permet de donner de la visibilité à des formes de résistance qui ne sont pas prise en charge dans l'espace politique traditionnel. Parfois, elles peuvent avoir des effets agissants sur les décisions de politiques publiques, quand elles réussissent, quand les réseaux sont suffisamment mobilisés... à l'image du Réseau éducation sans frontières.. L'argument central de La Démocratie internet, c'est qu'internet accélère le déplacement du centre de gravité de la démocratie de l'espace médiatico-institutionnel vers la société en conversation. Avec internet, la société a pris quelque pas d'avance sur la politique institutionnelle. En libérant l'expression des individus, et le droit de porter, sans contraintes ni

<sup>9</sup> En favorisant la mondialisation des échanges à travers le commerce électronique, l'émergence de groupes sociaux sans attaches territoriales, ou encore en estompant les frontières entre sphère publique et sphère privée, l'Internet ne participe-t-il pas à l'affaiblissement des États-nations, à l'essor du communautarisme et à la consumérisation de la citoyenneté ?

<sup>10</sup> Internet est donc incontestablement un outil qui a permis à la base des militants d'ATTAC de s'exprimer. Il permet de réduire la distance entre les dirigeants et la base. Il y a néanmoins un risque, c'est que les personnes les plus actives sur le réseau se proclament représentants de la base, alors qu'ils n'ont pas été élus et qu'une partie de leur légitimité vient de leur capacité à être actifs voire omniprésents dans ce nouvel espace. internet et le débat démocratique patrice FLICHY

<sup>11</sup> 54. Éric George, 2000, « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : Les cas d'ATTAC et de SalAMI

censures, leur propos dans un espace public, internet nourrit ce qui est la source la plus essentielle de l'exercice de la souveraineté populaire. Les fondements de la représentation politique ne tiennent pas aux procédures électorales permettant d'organiser la compétition politique, mais à l'existence d'un espace le plus riche et le plus autonome possible dans lequel les citoyens peuvent exercer leur liberté de penser, de dire et de faire. (...)Internet, parmi beaucoup d'autres choses, redonne à la société des individus en conversation un poids, une capacité d'action, d'auto organisation, de résistance et de critique qui avait été étouffée par la domination complice des médias professionnels et des professionnels de la politique *La démocratie Internet Entretien avec Dominique Cardon Propos recueillis le monde 8/10/2010*

## VI) Limite du processus

1) Un autre argument justifiant les limites des effets d'Internet est celui de l'artificialité. Selon certains auteurs, la démocratie participative, sous toutes ses formes, constitue un instrument de manipulation, bien éloigné des véritables tentatives de rénovation politique. Les opérations menées par les élus ou les candidats qui, sous prétexte d'écouter ou de faire participer les citoyens, ne sont en réalité que la continuation du marketing politique par d'autres moyens. Nataşa Danelciuc-Colodrovschi *pouvoir décisionnel du peuple à l'ère du numérique :naissance de nouvelles alternatives de gouvernement ou véritable illusion ?*

2) Les pays autoritaires savent donc se montrer tout aussi « techno-compatibles » que les régimes démocratiques. Les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour entraver, surveiller et punir aussi facilement que pour contourner, libérer et partager. En analysant les modes d'utilisation d'Internet et des effets qu'ils produisent dans plusieurs États qualifiés d'« ennemi d'Internet » par *Reporters sans frontières*<sup>55</sup> – tels que la Chine, l'Iran, la Biélorussie – Evgeny Morozov<sup>56</sup>, remet radicalement en question le pouvoir libérateur d'Internet et se montre très sceptique quant à la capacité de la technologie à déclencher des révolutions et à répandre la démocratie. À son avis, les nouvelles technologies ont, au contraire, rendu la vie des citoyens plus transparente envers les États et rendent le travail des « surveillants » moins coûteux et plus efficace, faisant de la propagande une activité créative *pouvoir décisionnel du peuple à l'ère du numérique :naissance de nouvelles alternatives de gouvernement ou véritable illusion ?* Nataşa Danelciuc-Colodrovschi

3) Parallèlement, le fonctionnement des algorithmes du web devrait faire l'objet d'une vigilance critique et d'une incessante pédagogie. Car, ils occupent une place de plus en plus centrale dans l'architecture de l'information. Selon qu'ils privilégient le mérite (le PageRank), l'audience (les pages vues), la réciprocité communautaire (les mesures de favoris ou d'amis sur les réseaux de partages de contenus) ou la vitesse (les retweet), ils donnent un sens très différent à nos navigations sur la toile. Or actuellement, la perception du fonctionnement des algorithmes, les manipulations dont ils font l'objet, la compétition qui oppose différents types de classements ne font pas partie de la literacy ordinaire des internautes. Et sans doute, cette vigilance est-elle indispensable si nous ne voulons pas que l'espace public de l'internet soit normalisé. *Pourquoi l'Internet n'a-t-il pas changé la politique* Cardon <http://abonnes.lemonde.fr/technologies/article/2010/10/08/pourquoi-l-int...>

4. **“nous ne devons pas nous habituer au fait qu'un simple clic sur un bouton suffit à montrer notre soutien ou notre indignation”**. Rahaf Harfoush Il ne faut pas seulement protester, mais également s'impliquer. On se trouve ainsi dans un modèle où l'opinion des citoyens s'exprime de la même façon que celle des consommateurs, en abandonnant le produit ou le site internet qui ne convient plus. L'opinion publique ne se construit pas par une série de débats et d'échanges, mais à tout moment le citoyen-consommateur vote avec ses pieds ou plus exactement avec sa souris. Dans cette vision, Internet est avant tout un agrégateur d'intérêts individuels. Ce qui est essentiel, c'est de décompter les choix individuels sur le marché ou par des référendums permanents